Cote du document:	GC 33/L.6	
Point de l'ordre du jour:	10	
Date:	23 décembre 2009	F
Distribution:	Publique	
Original:	Anglais	



Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

Conseil des gouverneurs — Trente-troisième session Rome, 17-18 février 2010

Pour: Information

Note aux Gouverneurs

Le présent document est soumis au Conseil des gouverneurs pour information.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Gouverneurs qui auraient des questions techniques au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Brian Baldwin

Conseiller principal en gestion des opérations

téléphone: +39 06 5459 2377 courriel: <u>b.baldwin@ifad.org</u>

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374 courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Rapport de situation sur la mise en œuvre du système d'allocation fondé sur la performance

I. Introduction

- 1. À sa vingt-sixième session, tenue en février 2003, le Conseil des gouverneurs est convenu que le Conseil d'administration appliquerait désormais de façon plus systématique le principe de l'allocation fondée sur la performance prévu par les principes et critères en matière de prêts, sur le modèle des approches en usage dans d'autres institutions financières internationales (IFI), et adopterait à cette fin un système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Il a en outre délégué au Conseil d'administration le pouvoir de définir dans le détail la conception et la mise en œuvre de ce système.
- 2. Plusieurs autres institutions financières de développement recourent à des systèmes d'allocation fondés sur la performance, notamment la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale. Toutes ces IFI appliquent un système qui évalue tant la performance que les besoins et, une fois par an, se réunissent avec le FIDA afin d'examiner les problèmes et les progrès.
- 3. Le SAFP repose sur l'établissement d'allocations annuelles mises en œuvre dans le cadre de cycles triennaux ou "périodes d'allocation". Au cours de chaque cycle, le FIDA réexamine annuellement les allocations *ex ante* en fonction des résultats des évaluations de la performance des pays effectuées chaque année afin de tenir compte des changements significatifs des besoins des pays et/ou de leurs progrès dans le domaine de l'encadrement politique et institutionnel. Le premier exercice d'allocation a porté sur la période 2005-2007. L'exercice actuel couvre la période 2007-2009, qui coïncide avec celle de la septième reconstitution. Le rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA¹ a confirmé que l'extension du système uniforme d'allocation à l'ensemble du programme de prêts du FIDA entrerait en vigueur pour le programme de travail de 2007 (c'est-à-dire la première année de la période couverte par la septième reconstitution) et que les allocations régionales fixes cesseraient alors de s'appliquer.

II. Ajustements apportés au SAFP

- 4. Après l'entrée en vigueur de ces systèmes, tous ceux qui les ont pratiqués ont reconnu la nécessité d'y apporter des ajustements et des améliorations. À sa session d'avril 2006, le Conseil d'administration a convenu de ce qui suit:
 - a) Conformément à l'Accord portant création du FIDA, les ressources du Fonds continueront d'être utilisées "compte étant dûment tenu du principe d'une répartition géographique équitable". En outre, l'application d'un système uniforme d'allocation à partir de 2007 permettra au FIDA, conformément à ce qui a été décidé lors de la septième reconstitution, de "continuer à affecter à l'Afrique subsaharienne un pourcentage de ressources au moins égal à celui que la région reçoit actuellement, sous réserve que la performance individuelle des pays le justifie".
 - b) Le coefficient de pondération de 0,45 est considéré comme le "point d'équilibre" auquel la population conserve une influence importante dans la détermination des "besoins" au sein de la formule, tout en laissant une place importante à la performance et au revenu national brut (RNB) par habitant. Il

1

¹ La contribution du FIDA à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement: rapport de la Consultation sur la septième reconstitution des ressources du FIDA (2007-2009), document GC 29/L.4.

- a donc été convenu que la formule serait modifiée pour affecter à la population un coefficient de pondération révisé de 0,45.
- c) De l'avis général, eu égard au fait que l'action du FIDA est spécifiquement axée sur la lutte contre la pauvreté rurale, l'utilisation du critère relatif à la population rurale (plutôt qu'à la population totale) dans la formule répondrait mieux au mandat du Fonds. En conséquence, il a été décidé d'appliquer le concept de population rurale à compter du programme de travail pour 2008.

III. Groupe de travail sur le SAFP

Après avril 2006, il a été décidé de constituer un groupe de travail chargé d'élucider les questions qui surgissent au fur et à mesure de l'application du SAFP. Dans le rapport de la Consultation sur la huitième reconstitution des ressources du FIDA, approuvé par le Conseil des gouverneurs en février 2009, il était demandé au Conseil d'administration d'inviter le groupe de travail sur le SAFP à poursuivre ses travaux et à examiner les pratiques adoptées par d'autres IFI dans une optique d'amélioration du système. L'examen devait porter sur les points suivants: la pondération respective des différents éléments de la formule utilisée pour calculer l'allocation au titre du SAFP, le niveau actuel des allocations minimale et maximale et la nécessité éventuelle d'affecter à titre exceptionnel des fonds aux pays particulièrement vulnérables, outre le soutien actuellement accordé aux pays sortant d'un conflit. Les méthodes adoptées par d'autres IFI pour réaffecter les ressources devaient également être étudiées. Le groupe de travail doit se réunir en novembre 2009 pour nommer un nouveau président, et examiner les questions soulevées par d'autres IFI ainsi que les propositions concernant la gestion des allocations pour la période 2010-2012.

IV. Réunion technique des banques multilatérales de développement et des institutions financières internationales sur le SAFP

6. En avril, la CARIBANK a accueilli la cinquième réunion technique du SAFP (la réunion de 2008 s'était tenue au FIDA). Faisant le point de l'état d'avancement de la mise en œuvre du SAFP, il a été noté que, même si chaque organisation apporte des changements mineurs au SAFP en fonction de ses propres exigences, aucune modification importante n'a été apportée aux systèmes utilisés depuis leur mise en place, à l'exception du FEM dont les membres ont plaidé en faveur de leur simplification. Les participants ont mis l'accent sur certaines des principales caractéristiques de leurs systèmes ainsi que sur les problèmes de développement d'apparition récente.

États fragiles

- La BAfD affecte 7,5% de ressources à un mécanisme d'aide aux États fragiles couvrant le financement supplémentaire, l'apurement des arriérés et un appui ciblé. Aucun rapport officiel sur l'utilisation ou les résultats de ce financement supplémentaire n'est encore disponible.
- La BASD ne s'est dotée d'aucune politique officielle concernant les fonds supplémentaires mais utilise, le cas échéant, les ressources allouées à l'assistance technique. Pour 2008-2010, elle a augmenté d'environ 20% les ressources en faveur des États fragiles par rapport à la période 2004-2006.
- L'IDA ne dispose pas de ressources officiellement allouées à ce titre, exception faite des allocations complémentaires fournies aux pays désignés comme sortant d'un conflit.
- La CARIBANK a alloué quelque 40 millions d'USD en faveur d'États fragiles, notamment Haïti.

GC 33/L.6

Mesures prises pour faire face aux catastrophes naturelles

- La BAsD propose un financement limité en cas de catastrophes ou au titre de l'aide d'urgence afin de remédier à la perte soudaine de ressources essentielles, de capacités de productivité sur une période de deux ou trois ans. La BAsD attribue une allocation générale de 4,5% aux pays situés dans la zone des eaux chaudes de l'ouest du Pacifique.
- L'IDA alloue (concentration en début de période) des ressources additionnelles sur les ressources prévues pour l'année suivante.

Mesures prises pour faire face aux crises alimentaire et économique

 L'IDA privilégie (comme le FIDA) un traitement accéléré des propositions de projet et des décaissements plus rapides, principalement financés au moyen de ressources SAFP avec une certaine flexibilité pour ce qui est de concentrer les allocations en début de période.

V. Application du SAFP en 2009

- 7. La méthode adoptée pour la période d'allocation 2007-2009 ne prenait en considération, pour les nouveaux engagements, que les pays désignés comme emprunteurs "effectifs", c'est-à-dire les pays où le FIDA escomptait mener des opérations de prêt ou de don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) au cours de la période. Cette méthode a permis de recenser 90 pays susceptibles d'avoir besoin d'un financement²; une méthode qui a facilité l'établissement d'allocations plus fiables et plus élevées au niveau des pays (neuf pays seulement ont reçu l'allocation minimale) et qui a également réduit les réaffectations nécessaires lorsque des pays n'utilisaient pas leur allocation.
- Sur cette base, les notes et les allocations finales de pays ont été attribuées annuellement, puis associées aux chiffres provisoires pour les années suivantes de la période d'allocation afin de déterminer une allocation globale par pays pour la période triennale. Les allocations provisoires sont de par leur nature même fixées à titre indicatif et subordonnées à l'évolution annuelle de la performance (évaluée sur la base des projets à risque, de la performance du secteur rural et de l'indice d'allocation des ressources de l'IDA), de la population et du RNB par habitant. Le cas échéant, on a utilisé des moyennes pondérées pour réduire la variance statistique dans le temps. Par suite de l'évolution vers des allocations uniformes, les données ont fait l'objet d'un examen et d'une recherche des méthodes optimales au plan interrégional afin de garantir la cohérence des évaluations et, de ce fait, la méthode de notation des indicateurs de performance du secteur rural a été améliorée. À cet égard, la Division Amérique latine et Caraïbes a travaillé en collaboration étroite avec l'Unité régionale d'assistance technique tout au long de la période d'allocation afin d'évaluer et de comparer les notes pour l'ensemble de la région. Ce processus, garantie de cohérence tant au plan de l'approche que de l'évaluation, favorise la concertation sur des problèmes spécifiques aux pays et aux sous-régions, dans le cadre par exemple de l'examen annuel du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP).
- 9. Tous les prêts et les dons-pays présentés au Conseil d'administration en 2009 pour approbation s'inscrivaient dans les limites de l'allocation triennale, par pays, du SAFP. Comme en a délibéré le Conseil d'administration en décembre 2008, les allocations pour 2009 prévoyaient l'inclusion d'Haïti et du Libéria afin de faciliter l'entrée dans la réserve de projets soumis au Conseil pour approbation en 2009. Au cours de la même année, l'Érythrée a elle aussi été incluse, sans bouleverser l'équilibre des allocations de tous les autres pays. Dans le contexte de la mise en œuvre du CSD, les pays ne présentant pas de risque de surendettement futur (pays classés "vert"), et continuant de ce fait à être admis à bénéficier de prêts du

² Le terme "effectif" ne se rapporte qu'aux nouveaux engagements et non au niveau ou à la situation du portefeuille en cours.

3

GC 33/L.6

- FIDA, se sont vu attribuer des allocations légèrement supérieures. On trouvera à l'annexe I le classement CSD des pays pour 2010. Les pays classés comme sortant d'un conflit par l'IDA se sont vu attribuer des allocations supplémentaires pour la période 2007-2009, en application de la méthodologie en vigueur dans les situations post-conflit.
- 10. En 2007 et en 2008, à savoir les deux premières années de la période d'allocation, il n'a pas été nécessaire de procéder à des réallocations entre pays, tout comme dans les autres institutions ayant adopté le SAFP. Cependant, le Conseil d'administration a reconnu, lors de la mise en place du SAFP au FIDA, qu'il y aurait des situations dans lesquelles il ne serait pas possible de souscrire des engagements correspondant aux allocations ex ante des pays au cours d'une période d'allocation donnée en raison, par exemple, de l'absence de demande de prêts au FIDA ou faute de possibilités d'engager des opérations dans des domaines prioritaires indiqués dans les COSOP axés sur les résultats. En pareil cas, la part inutilisée des allocations serait réintégrée dans la masse de ressources allouables³ afin d'être redistribuée par le biais du SAFP en vigueur (document EB 2003/79/R.2/Rev.1, paragraphe 40).
- 11. En 2009, par conséquent, toutes les ressources inutilisées au cours de la période d'allocation 2007-2009 ont été traitées comme faisant partie de la masse de ressources pouvant être affectées pendant la période d'allocation. Celles-ci comprenaient les allocations à des pays qui n'avaient pas besoin de financement (que ce soit sous forme de prêts ou de dons au titre du CSD) en 2009 ainsi que toute autre allocation non utilisée en 2009. Ces ressources inutilisées ont été réaffectées à des programmes ayant une capacité d'absorption, en fonction de la note de pays SAFP (c'est-à-dire en fonction de la méthodologie standard d'allocation fondée sur la performance). Par ailleurs, aucun pays n'a bénéficié d'une réallocation supérieure à 10% au titre des ressources devant être réaffectées. Les notes et allocations finales pour la période 2007-2009 figurent à l'annexe II.

VI. Mise à jour des notes de pays pour 2009 et des allocations par pays pour 2010

- 12. Au cours du quatrième trimestre de 2009, on a procédé, sur la base des données actualisées sur la performance (tant du portefeuille que du secteur rural), à la mise à jour des notes de pays pour 2009. Les notes définitives de pays pour 2009 et les allocations par pays pour 2010 (qui sont les premières allocations pour la période 2010-2012), qui seront soumises au Conseil d'administration en décembre puis rendues publiques conformément aux procédures agréées pour la diffusion, sur le site web du FIDA, des informations sur le SAFP (www.ifad.org/operations/pbas), tiennent compte de ces données actualisées. Comme pour la période d'allocation précédente, les notes fournies pour 2010 sont finales dans la mesure où elles sont basées sur les notes de pays pour 2009, alors que les allocations pour 2011 et 2012 sont provisoires et susceptibles de changer suivant les variations des notes de pays annuelles.
- 13. Pour la période d'allocation 2010-2012, du fait de l'accroissement des ressources disponibles, il n'a pas été nécessaire de préciser les pays emprunteurs "effectifs", et les divisions ont déterminé les allocations SAFP par pays sur la base des activités prévues au titre des projets et des COSOP. Cependant, dans une optique de gestion des allocations durant la période triennale, l'allocation des pays qui ne devraient utiliser qu'une partie de leur allocation potentielle a été plafonnée au niveau du financement prévu. Cela devrait permettre de réduire d'autant la nécessité des réaffectations ainsi que d'offrir des paramètres de planification plus adaptés pour d'autres pays.

4

³ L'idée de la réserve de ressources comme source de fonds à redistribuer figure également dans la section sur la réallocation des ressources non engagées du document EB 2003/79/C.R.P.3.

Analyse de la soutenabilité de la dette pour le programme de travail 2010

Région	Vert (100% sous forme de prêt)		Jaune (50% prêt/50% don)	Rouge (100% sous forme de don)
Afrique de l'Ouest et du Centre	Cameroun Guinée équatoriale Botswana	Mali Nigéria Swaziland	Tchad Sierra Leone Éthiopie	République centrafricaine Côte d'Ivoire Guinée Sao Tomé-et-Principe Togo Burundi
orientale et australe	Kenya Madagascar Mozambique	Ouganda République-Unie de Tanzanie Zimbabwe	Malawi	Érythrée
Asie et Pacifique	Bangladesh Chine Inde Indonésie Mongolie	Bhoutan Pakistan Papouasie-Nouvelle-Guinée Philippines Samoa Viet Nam	Kirghizistan	Îles Salomon Tadjikistan Timor-Leste Tonga
Amérique latine et Caraïbes	Bolivie (État plurinational de) Brésil République dominicaine Guatemala	Guyana Honduras Pérou	Nicaragua	Haïti
Proche-Orient et Afrique du Nord	Arménie	République de Moldova Maroc Soudan République arabe syrienne		Djibouti Yémen

Période d'allocation 2007-2009 Notes de pays pour 2009 et allocations définitives pour 2007-2009

	Besoins d	u pays		Performance	du pays						
Pays	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	PAR 2008	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
Bénin	530	5 211 995	3,57	3,94	4,4	4,03	3 560	6 232 440	5 977 197	5 714 363	17 924 000
Burkina Faso	440	11 673 461	3,69	3,93	4,7	4,15	5 704	6 779 811	7 746 943	13 111 245	27 638 000
Cameroun	990	8 095 010	3,23	3,98	3,5	3,66	3 071	4 406 829	4 345 519	4 979 651	13 732 000
Cap-Vert	2 130	217 589	4,16	5,06	6,0	5,21	1 008	1 315 632	1 404 795	1 532 572	4 253 000
République centrafricaine	350	2 636 503	2,50	-	-	0,77	106	1 258 146	1 470 035	(2 728 182)	-
Tchad	450	7 771 576	2,58	2,99	4,5	3,44	3 234	5 914 820	6 411 226	7 413 954	19 740 000
Congo	1 569	1 454 322	2,66	3,19	6,0	4,07	1 560	2 949 981	2 671 608	2 952 411	8 574 000
Côte d'Ivoire	880	10 319 737	2,55	2,71	3,3	2,89	2 190	2 143 795	2 524 265	4 891 941	9 560 000
République démocratique du Congo	130	40 801 209	2,84	3,39	2,9	3,11	7 602	8 296 317	11 564 144	3 465 539	23 326 000
Guinée équatoriale	8 510	302 042	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gabon	5 360	208 683	-	2,83	-	2,83	232	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Gambie	290	752 688	3,23	3,68	6,0	4,40	2 071	2 777 282	2 883 042	2 339 676	8 000 000
Ghana	510	11 840 145	3,95	4,00	4,9	4,31	5 948	10 057 500	8 891 750	10 167 750	29 117 000
Guinée	400	6 109 260	3,01	3,47	4,4	3,70	3 472	5 493 515	5 458 487	7 747 998	18 700 000
Guinée-Bissau	190	1 157 136	2,59	3,13	-	2,96	1 264	1 500 740	1 803 631	1 377 629	4 682 000
Libéria	130	1 475 233	-	2,39	-	2,39	1 009	-	-	3 794 128	3 794 128
Mali	460	8 250 998	3,71	3,92	4,5	4,08	4 662	6 831 579	8 834 966	9 377 456	25 044 000
Mauritanie	760	1 807 922	3,38	3,89	6,0	4,53	2 551	3 509 901	4 006 011	4 404 088	11 920 000
Niger	270	11 401 479	3,30	3,82	3,8	3,71	5 084	3 595 460	6 219 728	6 184 812	16 000 000
Nigéria	620	73 807 176	3,40	3,32	5,3	4,03	11 304	13 124 325	15 196 367	15 237 307	43 558 000
Sao Tomé-et-Principe	800	63 850	2,98	-	6,0	2,70	198	-	-	-	-
Sénégal	760	7 018 939	3,73	3,91	4,2	3,97	3 622	4 717 804	4 982 398	5 655 797	15 356 000
Sierra Leone	240	3 362 922	3,09	3,64	3,6	3,52	2 717	2 146 890	3 720 348	4 015 762	9 883 000
Togo	350	3 793 691	2,53	-	-	2,53	1 355	-	-	-	-
Total Afrique de l'Ouest et du Cer	ntre							94 052 768	107 112 463	112 635 898	313 801 128

	Besoins d	u pays		Performance	du pays						
Pays	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	PAR 2008	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
Angola	1 970	7 622 866	2,73	3,04	4,0	3,32	2 063	2 636 540	2 668 346	2 895 114	8 200 000
Botswana	5 570	777 455	-	4,38	-	4,38	992	1 544 070	1 465 841	(3 009 912)	-
Burundi	100	7 329 609	3,02	3,42	4,0	3,54	4 870	5 628 332	8 059 136	11 598 377	25 285 844
Comores	660	382 399	2,39	3,17	-	2,93	552	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Érythrée	190	3 761 199	2,43	3,65	5,1	3,91	3 753	-	-	8 000 000	8 000 000
Éthiopie	170	64 593 329	3,42	4,35	6,0	4,74	20 358	22 663 585	28 583 725	40 765 690	92 013 000
Kenya	580	28 877 257	3,63	4,15	4,3	4,10	7 781	7 399 223	10 705 846	11 964 931	30 070 000
Lesotho	980	1 616 258	3,53	3,89	6,0	4,56	2 308	2 647 951	3 372 366	2 867 683	8 888 000
Madagascar	280	13 970 750	3,68	4,10	5,0	4,33	7 521	9 828 340	13 039 341	22 850 301	45 717 982
Malawi	230	11 174 125	3,41	3,87	5,1	4,21	6 749	5 096 934	8 509 866	3 095 200	16 702 000
Maurice	5 430	720 975	-	5,03	4,4	4,76	1 140	1 000 000	1 000 000	2 856 919	4 856 919
Mozambique	310	13 572 722	3,61	3,92	4,9	4,20	6 821	9 797 757	10 150 016	11 287 227	31 235 000
Namibie	3 210	1 316 344	-	-	-	-	-	_	-	-	-
Rwanda	250	7 550 571	3,66	4,32	4,2	4,15	5 380	6 188 867	6 773 949	16 820 220	29 783 037
Seychelles	8 870	39 441	-	-	-	_	-	_	-	-	-
Afrique du Sud	5 390	19 060 670	-	-	-	-	-	_	-	-	-
Swaziland	2 400	860 491		3,77	4,9	4,26	1 217	1 000 000	1 000 000	3 049 657	5 049 657
Ouganda	300	26 089 517	3,88	4,28	4,4	4,24	9 402	14 335 091	17 082 703	21 275 205	52 693 000
République-Unie de Tanzanie	350	29 736 083	3,88	4,60	6,0	4,94	13 034	14 964 289	19 611 724	22 020 144	56 596 157
Zambie	630	7 586 129	3,48	3,71	4,4	3,91	3 798	5 893 220	5 421 438	8 685 343	20 000 000
Zimbabwe	131	8 415 775	1,65	2,27	0,6	1,56	942	1 063 649	1 233 726	(1 683 375)	614 000
Total Afrique orientale et australe)							112 687 847	139 678 024	186 338 725	438 704 596

	Besoins d	u pays		Performance	du pays						
Pays	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	<i>PAR</i> 2008	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
Afghanistan	319	20 014 448	2,50	2,90	-	2,78	3 528	5 014 121	6 390 530	8 403 403	19 808 054
Bangladesh	450	116 150 733	3,48	4,01	5,5	4,42	18 103	17 600 725	25 488 496	34 591 778	77 681 000
Bhoutan	1 430	574 547	3,89	-	6,0	2,88	526	-	-	-	-
Cambodge	490	11 311 860	3,21	3,63	5,6	4,24	5 695	4 952 398	8 408 300	9 553 302	22 914 000
Chine	2 000	770 025 245	-	4,31	4,5	4,39	28 756	28 250 000	30 750 000	33 746 000	92 746 000
Îles Cook République populaire démocratique	13 098	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
de Corée	508	9 018 351	-	3,35	6,0	4,51	5 780	-	-	=	-
Fidji	3 720	405 665	-	-	-	-	-	-	-	=	-
Inde	820	788 187 877	3,85	3,77	3,5	3,69	25 676	28 250 000	30 750 000	33 748 000	92 748 000
Indonésie	1 420	113 260 541	-	3,80	6,0	4,76	15 552	21 483 496	22 409 561	24 836 443	68 729 500
Iran (République islamique d')	2 930	22 837 900	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Kazakhstan	3 870	6 496 751	-	-	-	-	-	-	-	=	-
Kirghizistan République démocratique populaire	500	3 325 021	3,67	3,83	4,8	4,14	3 117	4 888 345	5 704 204	6 407 450	17 000 000
lao	500	4 549 928	3,14	3,60	4,5	3,82	3 062	3 905 401	5 292 005	5 802 594	15 000 000
Malaisie	5 620	8 304 166	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Maldives	3 010	209 904	3,56	3,16	2,9	3,15	333	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Mongolie	1 000	1 115 020	3,41	3,68	6,0	4,44	1 843	3 313 012	3 126 155	(6 439 167)	-
Myanmar	281	33 255 866	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Népal	320	23 141 348	3,44	3,68	3,1	3,43	5 730	4 904 895	8 748 093	7 167 012	20 820 000
Nioué	5 300	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pakistan	800	102 842 519	3,58	3,65	3,7	3,65	10 103	14 271 749	15 937 106	23 697 145	53 906 000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	740	5 363 223	3,32	3,24	-	3,27	2 182	1 921 736	3 724 399	(4 946 135)	700 000
Philippines	1 390	31 538 013	-	4,38	4,0	4,21	6 891	13 958 556	13 859 932	15 509 504	43 327 992
République de Corée	17 690	9 189 751	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Samoa	2 270	143 473	3,88	-	-	3,88	457	-	-	-	-
Îles Salomon	690	400 189	2,73	2,86	-	2,82	517	1 000 000	1 000 000	(2 000 000)	-
Sri Lanka	1 310	16 883 214	-	3,90	3,4	3,68	4 022	7 490 290	8 523 554	9 446 156	25 460 000
Tadjikistan	390	5 006 437	3,24	3,82	-	3,64	3 088	3 478 837	4 228 371	4 592 792	12 300 000
Thaïlande	3 050	42 735 845	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Timor-Leste	840	751 930	2,70	-	-	2,70	597	-	-	-	-
Tonga	2 250	75 597	3,03	-	-	3,03	208	-	-	-	-
Viet Nam	700	61 499 843	3,79	4,64	4,6	4,46	12 347	18 071 685	18 182 290	20 696 025	56 950 000
Total Asie et Pacifique								183 755 246	213 522 997	225 812 303	623 090 546

	Besoins du	ı pays		Performance	du pays						
Pays	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	<i>PAR</i> 2008	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008	Allocation 2009	Allocation définitive du pays 2007-2009
Antigua	11 050	50 795	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Argentine	5 150	3 811 681	-	-	2,5	1,09	129	-	-	-	-
Barbade	8 617	136 798	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Belize	3 740	153 211	-	3,68	0,6	2,33	150	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Bolivie (État plurinational de)	1 100	3 305 649	3,73	3,93	4,5	4,09	2 492	5 574 494	5 065 925	(2 640 419)	8 000 000
Brésil	4 710	29 042 146	-	4,62	6,0	5,22	7 514	20 153 094	12 207 721	18 049 185	50 410 000
Chili	6 810	1 991 640	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombie	3 120	12 300 782	-	4,19	6,0	4,98	5 146	10 990 253	8 440 564	(19 430 817)	-
Costa Rica	4 980	1 661 855	-	4,49	4,8	4,62	1 603	3 116 764	3 063 056	3 009 179	9 189 000
Cuba	4 571	2 776 115	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dominique	4 242	19 373	3,85	-	3,6	2,03	43	-	-	-	-
République dominicaine	2 910	3 120 922	-	4,19	6,0	4,98	2 825	4 930 713	4 435 501	4 433 785	13 800 000
Équateur	2 910	4 847 773	-	4,22	3,5	3,90	2 116	4 286 776	3 802 263	4 968 824	13 057 863
El Salvador	2 680	2 698 165	-	4,27	6,0	5,03	2 750	4 455 566	4 470 108	5 834 326	14 760 000
Grenade	4 167	74 968	3,68	-	2,3	1,54	46	-	-	-	-
Guatemala	2 590	6 819 155		3,96	4,5	4,20	2 933	5 626 908	6 113 796	6 882 296	18 623 000
Guyana	1 150	530 205	3,42	3,75	2,8	3,35	726	1 000 000	1 177 117	1 773 150	3 950 267
Haïti	430	5 718 576	2,86	3,60	3,0	3,24	2 537	-	-	5 660 000	5 660 000
Honduras	1 270	3 696 192	3,84	3,68	4,9	4,14	2 589	2 169 297	3 433 135	3 927 568	9 530 000
Jamaïque	3 560	1 242 428	-	4,17		4,17	1 242	-	-	-	-
Mexique	7 830	24 742 151	-	4,08	3,1	3,65	3 006	12 048 680	6 324 560	(13 173 241)	5 200 000
Nicaragua	930	2 247 246	3,75	4,01	5,4	4,44	2 578	2 379 212	3 158 604	3 490 185	9 028 000
Panama	5 000	933 661	-	4,09	2,7	3,48	701	1 757 887	1 249 415	1 000 000	4 007 302
Paraguay	1 410	2 460 544	-	3,75	3,5	3,64	1 627	1 125 847	1 000 000	1 654 153	3 780 000
Pérou	2 980	7 498 575	-	4,35	6,0	5,07	4 318	8 654 979	6 846 235	7 534 786	23 036 000
Saint-Kitts-et-Nevis	9 106	32 791	-	-	-		-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	5 349	120 061	3,97	-	-	3,97	355	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	3 537	64 342	3,83	-	-	3,83	278	-	-	-	-
Suriname	4 210	117 278	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	12 500	1 161 847	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Uruguay Venezuela (République bolivarienne	5 310	261 843	-	4,49	6,0	5,15	852	-	-	-	-
du)	6 070	1 702 318	-	4,34	6,0	5,06	1 850	7 120 711	3 042 920	3 036 369	13 200 000
Total Amérique latine et Caraïbes								96 391 181	74 830 921	37 009 330	208 231 431

	Besoins de	u pays		Performance	du pays					Allocation 2009	
Pays	RNB par habitant en 2006	Population rurale 2006	IARI 2007	Performance du secteur rural 2008	PAR 2008	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation 2007	Allocation 2008		Allocation définitive du pays 2007-2009
Albanie	2 930	1 708 523	-	4,51	6,0	5,16	2 312	2 778 746	3 250 453	3 570 802	9 600 000
Algérie	3 030	12 026 420	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arménie	1 920	1 082 836	4,35	5,17	6,0	5,30	2 203	3 754 371	3 287 845	5 357 785	12 400 000
Azerbaïdjan	1 840	4 108 146	3,77	4,33	6,0	4,80	3 334	5 224 646	5 540 688	6 430 666	17 196 000
Bosnie-Herzégovine	3 230	2 109 265	3,68	4,50	6,0	4,86	2 199	3 448 270	3 653 476	4 011 254	11 113 000
Croatie	9 310	1 920 418	-	-	-	-	-	-	=	-	-
Chypre	23 270	235 216	-	-	-	-	-	-	=	-	=
Djibouti	1 060	110 499	3,08	3,46	4,7	3,82	475	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Égypte	1 360	42 289 736	-	4,19	5,5	4,77	10 108	11 702 091	14 852 864	21 645 045	48 200 000
Gaza et Cisjordanie	1 422	1 068 232	-	-	-	-	-	-	=	-	=
Géorgie	1 580	2 114 532	4,26	4,44	1,5	3,38	1 270	2 058 521	1 898 322	4 930 787	8 887 629
Iraq	1 646	9 452 538	-	-	-	0,00	=	1 000 000	1 000 000	(815 000)	1 185 000
Jordanie	2 650	962 435	-	4,27	4,7	4,46	1 365	3 363 814	1 859 075	5 301 016	10 523 906
Liban	5 580	538 544	-	4,24	-	4,24	790	2 608 480	1 000 000	1 191 520	4 800 000
Jamahiriya arabe libyenne	7 290	899 758	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Malte	15 310	18 108	-	-	-	-	-	-	=	-	-
République de Moldova	1 080	2 032 869	3,78	4,44	6,0	4,86	2 838	4 107 787	4 461 226	4 673 988	13 243 000
Maroc	2 160	12 399 899	-	4,19	4,5	4,33	4 276	5 743 274	6 196 046	7 117 680	19 057 000
Oman	11 275	724 684	-	-	-	-	-	-	=	-	-
Roumanie	4 830	9 957 492	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Somalie	274	5 433 768	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Soudan	800	21 991 004	2,51	2,79	4,2	3,23	3 945	8 502 113	8 147 194	13 404 325	30 053 632
République arabe syrienne Ex-République yougoslave de	1 560	9 544 637	-	4,19	4,9	4,50	4 463	7 382 208	6 649 507	6 273 286	20 305 000
Macédoine	3 070	619 466	-	4,56	6,0	5,19	1 461	2 744 224	2 318 116	(5 062 341)	-
Tunisie	2 970	3 475 964	-	4,38	5,5	4,87	2 822	4 434 276	4 251 760	(8 686 036)	-
Turquie	5 400	23 527 140	-	4,42	3,0	3,80	3 498	3 215 898	3 247 091	12 771 732	19 234 721
Yémen	760	15 708 068	3,23	3,92	4,1	3,84	4 867	5 044 240	7 241 935	15 600 039	27 886 214
Total Proche-Orient et Afrique d	lu Nord							78 112 958	79 855 596	98 716 548	256 685 102
Total FIDA								565 000 000	615 000 000	660 512 804	1 840 512 804

Note: IARI = indice d'allocation des ressources de l'IDA. PAR = projets à risque.

Période d'allocation 2010-2012 Notes de pays pour 2009 et allocations annuelles pour 2010

	Besoins	du pays		Performa	nce du p	ays		-			
											Total des
	RNB par			Performance		Performance	Note	Allocation du	Allocation	Allocation du	allocations
	habitant en	Population	IARI	du secteur	PAR	globale du	globale	pays pour	du pays	pays pour	du pays
Pays	2008	rurale 2008	2008	rural 2009	2009	pays	du pays	2010	pour 2011	2012	2010 à 2012
Afrique de l'Ouest et du Centre											
Bénin	690	5 093 307	3,57	4,16	5	4,16	3 519	6 567 208	8 229 794	9 892 380	24 689 383
Burkina Faso	480	12 233 786	3,73	4,30	4	4,19	5 788	10 526 777	13 191 770	15 856 763	39 575 310
Cameroun	1 150	8 171 477	3,21	3,80	3	3,47	2 669	5 105 398	6 397 913	7 690 427	19 193 738
Cap-Vert	3 130	201 364	4,16	5,03	6	5,20	879	1 682 471	2 108 416	2 534 361	6 325 249
République centrafricaine	410	2 716 884	2,50	2,31	4	2,77	1 336	2 429 481	3 044 536	3 659 591	9 133 607
Tchad	530	8 114 645	2,53	2,94	4	3,09	2 554	4 764 849	5 971 141	7 177 433	17 913 423
Congo	1 970	1 397 618	2,74	3,26	6	4,11	1 480	2 831 680	3 548 566	4 265 452	10 645 698
République démocratique du											
Congo	150	42 401 224	2,73	3,38	4	3,50	9 479	17 240 916	21 605 682	25 970 449	64 817 047
Côte d'Ivoire	980	10 546 865	2,66	3,01	4	3,36	2 913	5 298 657	6 640 082	7 981 507	19 920 246
Guinée équatoriale ^a	14 980	399 605		3,17	4	3,31	-	66 667	66 667	66 667	200 000
Gabon	7 240	216 645		3,19	4	3,33	-	0	0	0	0
Gambie	390	723 515	3,23	4,01	6	4,55	2 019	3 672 803	4 602 622	5 532 441	13 807 867
Ghana	670	11 670 793	3,89	4,38	5	4,60	6 304	12 061 284	15 114 795	18 168 306	45 344 386
Guinée	400	6 446 551	2,98	3,47	4	3,38	2 969	5 400 548	6 767 768	8 134 989	20 303 305
Guinée-Bissau	250	1 105 333	2,55	3,07	4	3,12	1 280	2 328 854	2 918 434	3 508 015	8 755 303
Libéria	170	1 512 049		2,58	4	2,98	1 485	2 701 173	3 385 011	4 068 848	10 155 032
Mali	580	8 620 695	3,66	4,12	4	4,05	4 427	8 468 827	10 612 849	12 756 871	31 838 547
Mauritanie	861	1 888 170	3,33	3,84	6	4,50	2 489	4 644 187	5 819 932	6 995 676	17 459 795
Niger	330	12 242 533	3,30	3,78	4	3,62	4 761	8 884 117	11 133 263	13 382 410	33 399 790
Nigéria	1 160	78 141 390	3,44	3,63	6	4,35	11 568	22 131 592	27 734 566	33 337 539	83 203 697
Sao Tomé-et-Principe	1 020	63 480	2,98	3,46	6	4,25	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Sénégal ·	970	7 036 082	3,62	4,22	5	4,41	4 196	8 027 222	10 059 444	12 091 666	30 178 332
Sierra Leone	320	3 460 453	3,11	3,73	4	3,84	3 058	5 707 050	7 151 875	8 596 699	21 455 624
Togo	400	3 745 991	2,68	3,01	4	3,12	1 974	3 590 127	4 499 015	5 407 904	13 497 046
Sous-total total Afrique de l'Oue	st et du Centre)			-		77 148	145 131 888	181 604 141	218 076 396	544 812 425

^a Allocation plafonnée.

-	_

_	`	
(Ś	
Š	٥	
_	_	
0		

	Besoins	du pays		Performa	nce du p	ays					
	RNB par			Performance		Performance	Note	Allocation du	Allocation	Allocation du	Total des allocations
	habitant en	Population	IARI	du secteur	PAR	globale du	globale	pays pour	du pays	pays pour	du pays
Pays	2008	rurale 2008	2008	rural 2009	2009	pays	du pays	2010	pour 2011	2012	2010 à 2012
Afrique orientale et australe											
Angola	3 450	7 802 949	2,73	3,10	3	3,13	1 619	3 096 576	3 880 525	4 664 474	11 641 575
Botswana	6 470	769 998		4,38	4	3,99	792	1 514 834	1 898 339	2 281 844	5 695 018
Burundi	140	7 234 532	3,02	3,92	4	3,91	5 415	9 849 652	12 343 222	14 836 792	37 029 665
Comores ^a	750	462 856	2,34	3,13	4	3,10	651	688 519	864 954	1 041 389	2 594 861
Érythrée	300	3 960 990	2,34	3,47	6	4,06	3 684	6 700 139	8 396 368	10 092 597	25 189 105
Éthiopie	280	66 992 150	3,35	4,10	6	4,61	17 303	32 286 900	40 460 807	48 634 715	121 382 422
Kenya	770	30 210 724	3,58	4,01	4	4,03	7 155	13 688 628	17 154 128	20 619 628	51 462 384
Lesotho	1 080	1 503 340	3,51	3,89	5	4,03	1 703	3 177 751	3 982 246	4 786 741	11 946 739
Madagascar	410	13 469 391	3,66	4,05	5	4,27	6 540	12 511 772	15 679 331	18 846 891	47 037 994
Malawi	290	11 594 064	3,41	3,87	4	3,93	5 643	10 529 351	13 195 012	15 860 674	39 585 037
Maurice ^a	6 400	729 834		5,03	6	5,28	1 357	1 608 960	2 021 294	2 433 628	6 063 882
Mozambique	370	13 756 636	3,68	3,99	4	3,86	5 536	10 590 647	13 271 843	15 953 038	39 815 528
Namibie	4 200	1 335 304		4,01	4	3,79	-	-	-	-	-
Rwanda	410	7 937 919	3,68	4,45	5	4,52	5 793	10 808 811	13 545 222	16 281 633	40 635 667
Seychelles ^a	10 290	39 420		4,03	4	3,80	-	66 667	66 667	66 667	200 000
Afrique du Sud ^a	5 820	19 114 516		4,38	4	3,99	3 450	4 156 001	5 221 085	6 286 169	15 663 255
Swaziland ^a	2 520	876 576		3,68	4	3,73	929	855 879	1 075 177	1 294 475	3 225 531
Ouganda	420	27 547 804	3.88	4.22	5	4.25	8 886	17 000 267	21 304 162	25 608 057	63 912 485
République-Unie de Tanzanie	440	31 642 026	3.84	4.61	6	4.94	12 656	24 212 782	30 342 644	36 472 505	91 027 931
Zambie	950	8 150 137	3,51	3,75	4	3,65	3 090	5 911 938	7 408 642	8 905 345	22 225 925
Zimbabwe ^a	162	7 809 240	1,40	2,13	4	2,46	2 151	53 060	66 667	80 273	200 000
Sous-total Afrique orientale et australe							94 351	169 309 134	212 178 334	255 047 535	636 535 003

^a Allocation plafonnée.

	Besoins	du pays	Performance du pays								
Pays	RNB par habitant en 2008	Population rurale 2008	IARI 2008	Performance du secteur rural 2009	PAR 2009	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation du pays pour 2010	Allocation du pays pour 2011	Allocation du pays pour 2012	Total des allocations du pays 2010 à 2012
Asie et Pacifique											
Afghanistan	345	20 738 780	2,59	2,99	4	3,09	4 338	7 889 475	9 886 801	11 884 126	29 660 402
Bangladesh	520	116 576 093	3,53	4,01	5	4,19	15 668	29 975 184	37 563 891	45 152 598	112 691 674
Bhoutan	1 900	449 984	3,87	4,27	6	4,80	1 219	2 331 387	2 921 616	3 511 845	8 764 849
Cambodge	600	11 530 590	3,29	3,57	6	4,36	5 797	10 816 573	13 554 949	16 293 325	40 664 846
Chine	2 770	754 289 150		4,36	5	4,23	-	37 600 000	47 000 000	56 400 000	141 000 000
Îles Cook ^a	15 813	3 510		3,39	4	3,44	-	133 333	133 333	133 333	400 000
République populaire											
démocratique de Corée ^a	617	8 903 916		3,35	6	4,51	5 477	106 120	133 333	160 547	400 000
Fidji ^a	3 930	399 568		3,39	4	3,44	-	233 333	233 333	233 333	700 000
Inde	1 070	803 219 291	3,81	4,03	3	3,70	-	37 600 000	47 000 000	56 400 000	141 000 000
Indonésie	2 010	110 791 840	,	3,80	6	4,76	14 117	27 008 851	33 846 583	40 684 315	101 539 749
Iran (République islamique d') ^a	3 540	22 695 024		•	4	2,09	1 161	106 120	133 333	160 547	400 000
Kazakhstan ^a	6 140	6 592 835			4	2,09	580	53 060	66 667	80 274	200 000
Kiribati	2 000	54 226	3,02	3,39	4	3,35	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Kirghizistan	740	3 363 078	3,73	3,69	4	3,67	2 233	4 166 461	5 221 262	6 276 063	15 663 786
République démocratique			_,	-,		-,-					
populaire lao	740	4 289 132	3,28	3,57	4	3,73	2 578	4 689 707	5 876 968	7 064 229	17 630 904
Malaisie ^a	6 970	8 000 600	_,	3,68	4	3,60	1 814	53 060	66 667	80 273	200 000
Maldives ^a	3 630	192 928	3,43	3,48	2	2,99	-	832 000	832 000	832 000	2 496 000
Îles Marshall ^a	3 270	17 255	_,	3,41	4	3,45	_	133 333	133 333	133 333	400 000
Mongolie	1 680	1 127 188	3,28	3,63	6	4,39	1 591	3 043 245	3 813 692	4 584 140	11 441 077
Myanmar ^a	396	33 163 771	_,	2,33	4	2,84	4 392	4 881 512	6 133 333	7 385 155	18 400 000
Népal	400	23 654 204	3,31	3,63	3	3,42	5 430	10 132 085	12 697 172	15 262 259	38 091 516
Nioué ^a	3 600	1 240	-,-	3,39	4	3,44	-	66 667	66 667	66 667	200 000
Pakistan	980	105 997 954	3,25	3,72	4	3,65	9 741	18 636 240	23 354 309	28 072 378	70 062 927
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 010	5 640 224	3,25	3,26	4	3,34	2 161	4 134 354	5 181 033	6 227 712	15 543 098
Philippines	1 890	31 694 232	_,	4,38	4	4,39	6 938	13 273 117	16 633 423	19 993 730	49 900 270
République de Corée	21 530	9 011 738		1,00	4	1,53	_	-	-	-	-
Samoa ^a	2 780	139 777	3,99	3,94	4	3,80	_	66 667	66 667	66 667	200 000
Îles Salomon	1 180	415 916	2,76	3,35	4	3,28	621	1 129 516	1 415 468	1 701 420	4 246 405
Sri Lanka	1 780	17 112 617	3,44	4,08	2	3,19	2 814	5 383 859	6 746 871	8 109 883	20 240 614
Tadjikistan	600	5 027 255	3,17	3,77	4	3,56	2 647	4 814 842	6 033 783	7 252 724	18 101 348
Thaïlande ^a	2 840	44 933 240		5,32	4	4,52	7 785	212 240	266 667	321 094	800 000
Timor-Leste	2 460	798 527	2,81	3,39	4	3,31	705	1 282 864	1 607 637	1 932 411	4 822 912
Tonga ^a	2 560	77 902	3,19	3,48	4	3,43	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Viet Nam	890	62 209 700	3,82	4,46	4	4,03	9 559	18 287 657	22 917 476	27 547 296	68 752 429
Sous-total Asie et Pacifique	300	32 200 . 00	0,02	.,		.,		251 072 862		376 003 677	940 614 807
			1					==: ::= 302	= : = = = = = = = = = = = = = = = = = =	= , 0 000 0, 7	

^a Allocation plafonnée.

	Besoins	du pays		Performa	nce du p	ays		_			
Pays	RNB par habitant en 2008	Population rurale 2008	IARI 2008	Performance du secteur rural 2009	PAR 2009	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation du pays pour 2010	Allocation du pays pour 2011	Allocation du pays pour 2012	Total des allocations du pays 2010 à 2012
Amérique latine et Caraïbes							' '		•		
Antigua-et-Barbuda	13 620	59 482			4	1,53	_	_	-	-	-
Argentine	7 200	3 190 089		4,47	2	3,26	973	1 861 553	2 332 835	2 804 118	6 998 505
Barbade	12 178	153 530		,	4	1,53	-	-	-	-	-
Belize	3 820	149 981		3,59	4	3,55	_	_	-	-	-
Bolivie (État plurinational de)	1 460	3 333 265	3,78	3,92	5	4,13	2 378	4 549 712	5 701 546	6 853 380	17 104 637
Brésil	7 350	27 682 291		4,78	6	5,31	6 813	13 034 230	16 334 059	19 633 887	49 002 176
Chili	9 400	1 937 238			4	1,53	-	-	-	-	-
Colombie	4 660	11 356 170		4,03	6	4,89	4 333	8 290 535	10 389 419	12 488 304	31 168 258
Costa Rica	6 060	1 663 047			4	1,58	-	-	-	-	-
Cuba	4 541	2 737 601			4	1,53	-	-	-	-	-
Dominique ^a	4 770	19 089	3,85		4	2,45	-	66 667	66 667	66 667	200 000
République dominicaine	4 390	3 047 734		4,20	5	4,47	2 027	3 878 030	4 859 817	5 841 604	14 579 452
Équateur	3 640	4 639 334		4,29	6	4,91	3 099	5 929 006	7 430 031	8 931 056	22 290 093
El Salvador	3 480	2 410 627		4,27	6	5,03	2 449	4 686 205	5 872 594	7 058 983	17 617 781
Grenade	5 710	73 000	3,72	4,22	3	3,76	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Guatemala	2 680	7 032 052		4,06	4	3,86	2 497	4 776 526	5 985 782	7 195 037	17 957 345
Guyana ^a	1 420	546 774	3,44	3,90	3	3,49	758	614 576	772 028	929 480	2 316 085
Haïti	660	5 199 082	2,86	3,59	4	3,59	2 671	4 857 536	6 087 285	7 317 035	18 261 856
Honduras	1 800	3 774 272	3,68	3,75	6	4,45	2 775	5 309 071	6 653 149	7 997 227	19 959 448
Jamaïque	4 870	1 255 825		4,23	4	3,91	1 016	1 943 374	2 435 371	2 927 367	7 306 112
Mexique	9 980	24 247 899		4,26	3	3,58	2 698	5 161 312	6 467 982	7 774 652	19 403 946
Nicaragua	1 080	2 456 204	3,75	3,76	6	4,54	2 702	5 042 456	6 319 029	7 595 601	18 957 086
Panama	6 180	909 734		4,12	2	3,06	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Paraguay ^a	2 180	2 472 042		3,85	6	4,66	2 395	2 652 996	3 333 333	4 013 671	10 000 000
Pérou	3 990	8 247 296		4,36	6	5,08	4 201	8 036 850	10 071 510	12 106 170	30 214 529
Saint-Kits-et-Nevis	10 960	33 292			4	3,73	-	-	-	-	-
Sainte-Lucie	5 530	122 643	3,88		4		-	-	-	-	-
Saint-Vincent-et-les Grenadines	5 140	57 788	3,83		4		-	-	-	-	-
Suriname	4 990	129 193	-	3,91	4	4,12	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Trinité-et-Tobago	16 540	1 160 842			4	2,09	-	-	-	-	-
Uruguay	8 260	256 722		4,57	6	5,53	-	-	-	-	-
Venezuela (République											
bolivarienne du)	9 230	1 866 609		4,43	5	4,39	1 305	2 497 327	3 129 566	3 761 805	9 388 699
Sous-total Latin Amérique latine	et Caraïbes		-	<u> </u>			45 091	86 187 962	107 242 003	128 296 044	321 726 008

^a Allocation plafonnée.

114 423	
733 378	
-	
-	
000 000	
898 422	
-	
550 588	
505 415	
-	
612 853	
-	
-	
569 896	
-	
778 993	
-	
-	
859 177	
346 775	
-	
819 878	
569 696	
094 048	
311 757	
000 000	
000 000	

-	Besoins	du pays		Performa	nce du pa	ays		-			
Pays	RNB par habitant en 2008	Population rurale 2008	IARI 2008	Performance du secteur rural 2009	PAR 2009	Performance globale du pays	Note globale du pays	Allocation du pays pour 2010	Allocation du pays pour 2011	Allocation du pays pour 2012	Total des allocations du pays 2010 à 2012
Proche-Orient et Afrique du						F 4.7 5	<u>, j j</u>				
Nord											
Albanie	3 840	1 674 745		4,60	6	5,21	2 184	4 177 591	5 235 216	6 292 842	15 705 649
Algérie ^a	4 260	11 951 019		1,00	4	2,09	830	53 060	66 667	80 274	200 000
Arménie	3 350	1 112 059	4,37	5,17	6	5,30	1 940	3 711 283	4 650 855	5 590 427	13 952 565
Azerbaïdjan	3 830	4 172 792	3,83	4,31	6	4,80	2 797	5 350 293	6 704 808	8 059 322	20 114 423
Bosnie-Herzégovine	4 510	1 983 141	3,68	4,34	6	4,79	1 909	3 652 981	4 577 793	5 502 605	13 733 378
Croatie	13 570	1 894 286	-,	,-	4	1,53	-	-	-	-	-
Chypre	23 525	259 951			4	1,53	-	-	-	-	-
Djibouti	1 130	107 662	3,12	3,52	6	4,24	-	1 000 000	1 000 000	1 000 000	3 000 000
Égypte	1 800	46 698 764	,	4,82	6	5,25	11 943	22 848 370	28 632 807	34 417 245	85 898 422
Gaza et Cisjordanie	1 519	1 078 466		,-	4	-, -	-	-	-	-	-
Georgie	2 470	2 062 644	4,42	4,51	3	3,86	1 467	2 806 381	3 516 863	4 227 344	10 550 588
Iraq	2 406	9 683 662	,	3,67	4	3,60	2 573	4 922 309	6 168 472	7 414 635	18 505 415
Jordanie	3 310	1 274 524		•	5	2,32	-	-	-	-	-
Liban	6 350	539 762		4,18	4	3,88	641	1 226 986	1 537 618	1 848 249	4 612 853
Jamahiriya arabe libyenne	11 590	1 409 732		•	4	1,53	_	_	_	_	-
Malte	17 098	23 617			4	1,53	_	_	_	_	-
Maroc	2 580	13 734 506		4,19	4	4,24	4 111	7 865 382	9 856 632	11 847 882	29 569 896
Oman	12 893	790 485		.,	4	1,53	_	-	_	-	-
République de Moldova	1 470	2 116 074	3,81	4,58	6	4,92	2 750	5 261 071	6 592 998	7 924 924	19 778 993
Roumanie	7 930	9 844 187	- , -	,	4	1,58	_	_	_	_	-
Somalie	282	5 683 930			4	1,53	_	_	_	_	-
Soudan	1 130	23 386 272	2,48	3,49	4	3,29	3 873	7 410 343	9 286 392	11 162 442	27 859 177
République arabe syrienne	2 090	9 717 684	, -	4,43	4	4,37	3 941	7 540 041	9 448 925	11 357 809	28 346 775
Ex-République yougoslave de				, -		,-					
Macédoine	4 140	674 475			5	2,10	-	-	-	-	-
Tunisie	3 290	3 459 411		4,38	6	5,00	2 895	5 537 940	6 939 959	8 341 979	20 819 878
Turquie	9 340	23 149 946		4,48	5	4,58	4 389	8 397 315	10 523 232	12 649 149	31 569 696
Yémen	950	15 989 881	3,19	3,90	4	3,86	4 694	8 536 810	10 698 016	12 859 223	32 094 048
Sous-total Proche-Orient et Afric		-		•		•	52 937		125 437 252	150 576 349	376 311 757
Total FIDA							378 893	752 000 000	940 000 000	1 128 000 000	2 820 000 000

Allocation plafonnée.

					. 0																	 -
	Bénin	Burkina Faso	Cameroun	Cap-Vert	République entrafricain	Tchad	Rép. dém. du Congo	Congo	Côte d'Ivoire	Gabon	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée- Bissau	Libéria	Mali	Jauritanie	Niger	Nigéria	Sénégal	Sierra Leone	Moyenne régionale
Indicateurs		_ L			E O		ш о	0	0 0								Š					
A. Renforcer les capacités des																						
ruraux pauvres et de leurs																						
organisations																						
i) environnement politique et																						
juridique des organisations rurales	4,38	5,00	4,25	6,00	3,00	3,50	4,50	4,00	3,25	3,88	4,70	4,50	4,00	3,50	2,50	4,38	4,50	4,63	4,00	4,88	4,00	4,16
ii) dialogue entre le gouvernement	4.00	5 40	4.00	- 0-	0.05	0.05	0.05	0.00	0.00	0.40	0.00		4.00	0.00	0.00	4.70	4.00	0.00	0.50	4.00	0.00	0.00
et les organisations rurales	4,63	5,13	4,00	5,25	2,25	3,25	3,65	3,38	3,00	3,13	3,90	4,43	4,00	2,00	3,00	4,73	4,00	3,88	3,58	4,83	3,88	3,80
B. Améliorer l'accès équitable																						
aux ressources naturelles																						
productives et aux technologies	2.42	2.05	4.00	4.00	2.00	2.50	0.05	2.05	0.75	2.00	2.00	0.00	0.75	0.75	0.00	2.05	2.00	2.00	2.00	2.02	0.40	2.24
i) accès à la terre	3,13	3,65 4.33	4,00	4,00 5.50	3,00		2,95 3.80	3,25 3.43	2,75	3,00	3,90	3,63 4.18	3,75	3,75		3,95	3,00	3,00	3,23 3.75	3,63	3,13	3,34
ii) accès à l'eau à usage agricoleiii) accès aux services de	4,00	4,33	3,75	5,50	2,25	3,00	3,80	3,43	3,00	4,00	4,00	4,18	2,75	2,50	2,00	3,98	3,50	3,25	3,75	4,00	3,00	3,52
recherche et de vulgarisation																						
agricoles	4,50	4,67	1 17	4,33	3.00	2,67	3,50	3,50	3,00	3,33	4.00	4,07	3,67	3,00	2,00	4.40	3,33	4,00	3,33	4,15	4,00	3,65
C. Améliorer l'accès aux	4,30	4,07	4,17	4,33	3,00	2,07	3,30	3,30	3,00	3,33	4,00	4,07	3,07	3,00	2,00	4,40	3,33	4,00	3,33	4,13	4,00	3,03
services financiers et aux																						
marchés																						
i) mise en place de conditions																						
propices au développement des																						
services financiers ruraux	3,75	4,00	4,00	4,88	2,00	3,00	3,30	3,00	3,00	4,00	4,00	4,75	3,25	1,75	2 00	4,00	4,25	3,75	4,18	4,25	3,75	3,56
ii) climat de l'investissement pour	0,10	1,00	1,00	1,00	2,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,00	1,00	1,70	0,20	1,10	2,00	1,00	1,20	0,70	1,10	1,20	0,10	0,00
les entreprises rurales	4,27	4,33	3.67	4,33	2,00	2,67	2.50	2,97	3,17	2,00	4,07	4.17	3,00	3,33	2.67	4,50	3,93	3,67	3,77	4,67	4.40	3,53
iii) accès aux marchés des	,	.,	-,	.,	_,-,	_,-,-	_,-,	_,	-,	_,	.,	.,	-,	-,	_,	.,	-,	-,	-,	.,	.,	-,
intrants et des produits agricoles	4,50	4,67	3,50	5,00	2,00	2,67	3.03	3,33	3,25	3.00	4,63	4,83	3,33	3,33	2,00	4,17	3.00	4,00	4,50	4,58	4,00	3,68
D. Questions d'équité entre les	•				,	,			,	,			•		,		,		,	-	,	
sexes																						
i) accès à l'éducation dans les																						
zones rurales	4,50	4,38	4,25	6,00	2,00	2,75	3,75	3,16	3,26	4,00	3,95	4,75	3,00	4,00	3,00	3,65	4,50	3,88	3,80	3,81	3,50	3,80
ii) représentation des femmes	4,50	4,17	3,00	4,83	2,00	3,00	3,67	3,67	3,00	4,00	4,57	4,67	3,67	3,67	4,00	3,50	4,33	3,33	3,07	4,33	3,67	3,74
E. Gestion des fonds publics et																						
respect des obligations																						
redditionnelles																						
i) affectation et gestion des fonds																						
publics en faveur du																						
développement rural	3,75	4,50	3,50	5,25	2,25	2,75	3,13	2,73	2,88	2,00	3,53	4,13	3,75	3,25	2,50	3,90	3,75	4,25	3,15	4,00	3,75	3,46
ii) respect des obligations																						
redditionnelles, transparence et																						
corruption en zone rurale	4,00	2,75	-	5,00	2,00	2,50	2,75	2,68	2,58	2,00	2,88	4,43	3,50	2,75		4,28	4,00	3,75	3,25	3,50	3,75	3,29
Tous indicateurs confondus	4,16	4,30	3,80	5,03	2,31	2,94	3,38	3,26	3,01	3,19	4,01	4,38	3,47	3,07	2,58	4,12	3,84	3,78	3,63	4,22	3,73	3,63

Tableau 2: Afrique orientale et australe

		na	ipun	S	φ	Φ		0	Madagascar		e	Mozambique	bie	a	Seychelles	qn	pur	République- Unie de Tanzanie	nda		we	9 <u>9</u>
	Angola	Botswana	ž	Comores	Érythrée	Éthiopie	ya	esotho	laga	Malawi	urice	zan	Namibie	Rwanda	che	Afrique Sud	Swaziland	Républiq Unie de Tanzanie	Ouganda	ambie.	Zimbabwe	Moyenne régionale
	⁴ng	30 ts	ត	Con	ř.	ţ.	Kenya	-es	Mac	Mal	Ma	₽	ž	Z W	Sey	Afric Sud	SW8	Répu Unie Tanza	õ	Zam	<u>:</u>	Моу 'égi
Indicateurs															•,	7 07				- ' '	- ' '	
A. Renforcer les capacités																						
des ruraux pauvres et de																						
leurs organisations																				_		
i) environnement politique et																						
juridique des organisations	2.25	4.05	4.42	2.25	2.75	4.00	4.75	4.00	4.05	4.00	4.50	4.05	4.00	4.00	4 OF	4.05	2.50	4 75	4.05	2.75	1 75	2.05
rurales	3,25	4,25	4,13	3,25	3,75	4,00	4,75	4,00	4,25	4,00	4,50	4,25	4,00	4,00	4,25	4,25	3,50	4,75	4,25	3,75	1,75	3,95
ii) dialogue entre le																						
gouvernement et les	2.50	4.25	4.25	2.25	2.75	4,00	4.00	2.75	2.75	4.00	4.50	4.00	2.75	4.50	2.75	4.25	2.50	4.50	4.00	2.75	1 25	2 02
organisations rurales B. Améliorer l'accès	3,50	4,25	4,25	3,25	3,75	4,00	4,00	3,75	3,75	4,00	4,50	4,00	3,75	4,50	3,75	4,25	3,50	4,30	4,00	3,73	1,25	3,02
équitable aux ressources																						
naturelles productives et aux																						
technologies																						
i) accès à la terre	2,75	4,00	3,75	3,50	5,00	3,25	3,75	3,50	3,50	3,75	4,75	4,00	3,50	4 50	3,50	4,00	2,50	4 25	4,50	3.50	2,00	3.70
ii) accès à l'eau à usage	2,70	4,00	0,70	0,00	0,00	0,20	0,70	0,00	0,00	0,70	4,70	4,00	0,00	4,00	0,00	4,00	2,00	7,20	7,00	0,00_	2,00	0,70
agricole	2,25	4,00	3 75	2,75	3,50	4,00	4,25	2,50	4,25	3,75	4,50	3,25	3,75	4 50	3,75	4,00	3,50	5.00	3 50	3 50	2,75	3.67
iii) accès aux services de	2,20	4,00	0,70	2,70	0,00	4,00	7,20	2,00	7,20	0,70	4,00	0,20	0,70	4,00	0,70	4,00	0,00	0,00	0,00	0,00_	2,10	0,07
recherche et de vulgarisation																						
agricoles	3,33	3,67	4,00	2,33	3,33	4,00	3,67	3,33	4,33	3,33	4,00	3,67	4,00	4.00	2,67	3,67	3,00	5.00	4.33	3.67	2,00	3.59
C. Améliorer l'accès aux	- ,	- / -	,	,	-,	,	-,-	, , , , ,	,	- ,	,	- , -	,	,	,-	/ -		-,	,		,	
services financiers et aux																						
marchés																						
i) mise en place de conditions																						
propices au développement des																						
services financiers ruraux	3,00	3,63	4,25	3,88	2,00	4,81	4,00	4,00	4,25	3,75	5,00	4,00	4,00	4,25	3,25	3,63	4,00	4,00	3,75	4,00	2,50	3,81
ii) climat de l'investissement																						
pour les entreprises rurales	3,00	4,67	3,67	3,00	2,00	4,00	4,33	4,00	4,00	3,33	5,33	4,33	3,67	4,33	5,00	4,67	3,67	4,67	4,33	4,00	1,67	3,89
iii) accès aux marchés des																						
intrants et des produits																						
agricoles	2,67	3,67	3,33	2,67	3,00	4,00	4,00	3,33	4,33	3,67	6,00	3,67	4,00	4,33	3,67	3,67	3,33	3,67	4,00	4,00	2,67	3,70
D. Questions d'équité entre																						
les sexes																				_		
i) accès à l'éducation dans les	0.75	5 5 0	4.00	0.05	0.75	4.00	4.75	5 5 0	4 75	5 00	0.00	4.05	5 5 0	4 75	5 00	5 5 0	4.05	5.05	4.50	4 75	0.75	4.04
zones rurales	3,75	5,50	4,00			4,00	4,75	5,50	4,75	5,00	6,00	4,25	5,50		5,00	5,50	4,25				2,75	
ii) représentation des femmes	4,00	5,00	4,00	3,67	4,00	3,67	3,67	5,00	3,67	4,33	5,33	3,67	4,00	5,00	4,33	5,00	4,67	5,00	4,67	3,33	3,00	4,24
E. Gestion des fonds publics																						
et respect des obligations redditionnelles																						
i) affectation et gestion des																				-		
fonds publics en faveur du																						
développement rural	3,50	5,00	4,25	3,00	3,50	5,25	3,50	3,75	4,00	3,50	5,50	4,50	4,00	1 75	4,50	5,00	4,25	1 75	1 25	3 25	1,75	4.08
ii) respect des obligations	3,30	5,00	4,23	5,00	3,30	5,25	3,30	3,73	4,00	5,50	5,50	4,50	4,00	4,75	4,50	5,00	4,23	4,73	4,23	_رحر	1,73	+,00
redditionnelles, transparence et																						
corruption en zone rurale	2,25	4,88	3,63	3,00	4.00	4,20	3,50	4,00	3,50	4,00	5,00	4,25	4.00	4 50	4,75	4.88	4.00	4,50	4 50	3,50	1.50	3,92
Tous indicateurs confondus	3,10	4,38	3,92	3,13	3,47	4,10	4.01	3,89	4,05	3,87	5,03	3,99	4.01		4,03	4,38	3,68		4,22			3,91
. Jud maidatouro comonado	0,10	.,00	0,02	0,10	0,71	1,10	.,0 .	5,00	1,00	0,01	0,00	0,00	1,01	7,70	1,00	1,00	0,00	7,01	1,22	0,10	2,10	3,01

Tableau 3: Asie et Pacifique

		_						_		_				_											
	Afghanistan	Bangladesh	Bhoutan	Cambodge	Chine	Îles Cook	Fidji	Inde	Indonésie	Kiribati	Rép. populaire dém. de Corée	République kirghize	Rép. dém. populaire lao	Malaisie	Maldives	Îles Marshall	Mongolie	Myanmar	Népal	Nioué	Pakistan	Papouasie- Nouvelle- Guinée	Philippines	Samoa	Îles Salomon
Indicateurs																,-									,
A. Renforcer les capacités des ruraux pauvres et de leurs organisations i) environnement politique et juridique des organisations	0.50	4.75	4.00	0.50	4.05	0.75	0.75	4.50	4.00	0.75	0.00	0.75	0.75	4.00	0.05	0.75	4.00	0.00	0.75	0.75	4.00	0.50	5.00	4.00	0.75
rurales ii) dialogue entre le	3,50	4,75	4,00	3,50	4,25	3,75	3,75	4,50	4,00	3,75	3,00	3,75	3,75	4,00	3,25	3,75	4,00	2,00	3,75	3,75	4,00	3,50	5,00	4,00	3,75
gouvernement et les organisations rurales	3,00	4,50	4,00	2,75	3,75	3,75	3,75	3,75	3,50	3,75	3,00	4,00	4,50	3,25	2,75	3,75	3,50	1,50	3,00	3,75	4,00	3,75	4,50	3,75	3,75
B. Améliorer l'accès équitable aux ressources naturelles productives et aux technologies						_																			
i) accès à la terre ii) accès à l'eau à usage	3,00	3,25	4,75	3,50	4,25	3,00	3,00	3,75	4,00	3,00	3,75	3,75	3,50	4,00	2,50	3,00	3,50	2,25	3,75	3,00	4,00	3,25	4,00	3,75	3,00
agricole iii) accès aux services de recherche et de vulgarisation	3,50	3,75	4,25	3,50	4,00	3,25	3,25	3,75	3,50	3,25	3,25	3,00	3,25	3,50	4,00	3,25	3,00	2,75	3,50	3,25	3,00	2,50	4,25	3,50	3,25
agricoles	3,67	3,67	4,00	3,00	4,67	3,33	3,33	4,00	3,33	3,33	3,00	3,67	3,33	3,33	3,00	3,33	3,00	2,33	3,33	3,33	3,33	3,33	4,00	3,67	3,33
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés i) mise en place de conditions propices au développement	2.00	4.50	2.00	4.00	2.75	0.50	2.50	4.05	2.75	0.50	2.50	2.50	2.67	2.75	0.75	0.50	4.00	0.75	4.00	0.50	4.50	2.05	4 75	4.00	2.50
des services financiers ruraux ii) climat de l'investissement	3,00	4,50	,	,	3,75	,		4,25	3,75	,		,	3,67	ŕ		,	4,00				4,50	3,25		,	2,50
pour les entreprises rurales iii) accès aux marchés des intrants et des produits	3,00	4,00	4,33	4,00	4,67	3,67	3,67	4,67	3,67	3,67	2,33	3,67	3,67	3,67	4,00	3,67	4,00	2,00	4,33	3,67	4,00	3,67	4,00	4,00	3,67
agricoles	3,00	3,67	3,67	4,00	5,00	3,67	3,67	4,00	3,33	3,67	3,00	3,67	2,67	3,33	3,00	3,67	2,67	2,33	3,67	3,67	4,00	3,67	4,00	4,00	3,67
D. Questions d'équité entre les sexes i) accès à l'éducation dans les zones rurales	2,50	5,00	5 50	4 50	4,50	1 25	1 25	4,00	5,25	1 25	5.00	4 25	4,00	4.75	6.00	4 25	5,75	4 75	3 50	1 25	3,50	3,50	5 75	5 50	4,25
ii) représentation des femmes E. Gestion des fonds publics et respect des obligations	1,67	4,00			5,00			4,00	4,00				4,00				3,33				3,00	2,67			3,00
redditionnelles i) affectation et gestion des fonds publics en faveur du développement rural ii) respect des obligations	2,50	3,75	4,75	3,50	4,50	3,00	3,00	4,25	3,50	3,00	3,50	3,50	3,25	3,50	3,00	3,00	3,50	2,00	4,00	3,00	3,75	3,75	4,00	3,75	2,50
redditionnelles, transparence et corruption en zone rurale Tous indicateurs confondus	3,50 2,99	3,25 4,01			4,00 4,36			3,50 4,03	3,75 3,80			3,25 3,69	3,25 3,57	3,75 3,68			3,25 3,63				3,50 3,72	2,25 3,26			3,50 3,35

Tableau 3: Asie et Pacifique (suite)

Indicateurs	Sri Lanka	adjikistan	Thaïlande	Timor- Leste	Tonga	Viet Nam	Moyenne régionale
A. Renforcer les capacités des							
ruraux pauvres et de leurs							
organisations							
i) environnement politique et juridique							
des organisations rurales	4,25	4,75	5,25	3,75	3,50	5,25	3,93
ii) dialogue entre le gouvernement et							
les organisations rurales	4,00	4,25	5,25	3,75	4,00	5,00	3,73
B. Améliorer l'accès équitable aux							
ressources naturelles productives							
et aux technologies							
i) accès à la terre	3,50	2,75	5,25		2,50	4,25	3,48
ii) accès à l'eau à usage agricole	3,00	3,75	4,75	3,25	3,50	4,75	3,49
iii) accès aux services de recherche et							
de vulgarisation agricoles	3,33	3,33	5,33	3,33	3,33	3,67	3,48
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux marchés i) mise en place de conditions propices au développement des							
services financiers ruraux	4,00	3,75	5,50	2,50	2,50	4,00	3,48
ii) climat de l'investissement pour les							
entreprises rurales	3,67	3,67	6,00	3,67	4,00	4,00	3,83
iii) accès aux marchés des intrants et							
des produits agricoles	4,33	3,33	5,33	3,67	3,67	3,67	3,63
D. Questions d'équité entre les							
sexes							
i) accès à l'éducation dans les zones							
rurales	5,75	5,00	5,50		5,25	5,75	4,66
ii) représentation des femmes	5,33	3,67	5,67	3,00	3,00	4,67	3,57
E. Gestion des fonds publics et							
respect des obligations							
redditionnelles							
i) affectation et gestion des fonds							
publics en faveur du développement							
rural	3,75	3,75	5,00	3,00	3,00	4,25	3,50
ii) respect des obligations							
redditionnelles, transparence et				c = -	0 = -		
corruption en zone rurale	4,00	3,25	5,00		3,50	4,25	3,54
Tous indicateurs confondus	4,08	3,77	5,32	3,39	3,48	4,46	3,69

Tableau 4: Amérique latine et Caraïbes

Indicateurs	Argentine	Belize	Bolivie (État plurinational de)	Brésil	Colombie	République dominicaine	Équateur	El Salvador	Grenade	Guatemala	Guyana	Haïti	Honduras	Jamaïque	Mexique	Nicaragua	Panama	Paraguay	Pérou	Suriname	Uruguay	Venezuela (République bolivarienne du)	Moyenne régionale
A. Renforcer les capacités des																		<u> </u>					
ruraux pauvres et de leurs																							
organisations i) environnement politique et																							
juridique des organisations rurales	5.00	4,00	4.50	5,75	3.94	4,13	4,50	4,63	4.13	4,00	3.75	4.13	3.75	3,94	4,25	4,25	4.31	4.25	5,00	4.75	5.00	5,00	3,91
ii) dialogue entre le gouvernement	-,	,	,	-, -	- / -	, -	,	,	, -	,	, -	,	-, -	, .	,	, -	,-	, -	-,	,	-,	-,	-,-
et les organisations rurales	4,75	3,50	4,13	5,00	3,13	4,25	4,25	4,19	4,25	3,75	4,00	3,94	3,88	4,63	4,38	4,00	3,75	4,38	3,50	4,00	4,88	4,75	3,70
B. Améliorer l'accès équitable																							
aux ressources naturelles productives et aux technologies																							
i) accès à la terre	4 25	3,25	3 50	4,38	3 44	3,88	4,00	3,75	4 25	3,63	4 25	3.06	3 38	3,81	4 50	3,63	4 00	3 25	4,13	4 00	4,38	4,25	3,44
ii) accès à l'eau à usage agricole	4,00			3,88		3,88	3,94	3,63	,	3,88	,		,	4,38		3,06			4,25		3,63	3,88	3,41
iii) accès aux services de	•		,		,	Í	,	,	,		,		,	,	,	•	<i>'</i>	,	,	•	,	,	•
recherche et de vulgarisation																							
agricoles	4,33	3,50	3,17	4,33	3,50	4,00	4,33	4,00	3,83	3,67	4,00	3,00	3,50	3,67	3,83	3,83	3,92	3,33	4,00	3,67	4,33	4,33	3,42
C. Améliorer l'accès aux services financiers et aux																							
marchés																							
i) mise en place de conditions																							
propices au développement des																							
services financiers ruraux	3,25	3,88	4,13	5,00	3,75	4,50	4,44	4,50	4,00	4,13	3,50	4,13	3,75	3,56	4,50	3,75	3,94	3,88	4,81	3,75	4,63	3,88	3,68
ii) climat de l'investissement pour	4,00	2.02	2.50	4.67	4 00	4.00	3,92	4.50	4.00	4.67	2.67	2 22	4.00	4.67	4 22	2.02	4.67	4 22	5.00	2 22	4.50	4.67	2.00
les entreprises rurales C iii) accès aux marchés des	4,00	3,83	3,50	4,67	4,63	4,00	3,92	4,50	4,00	4,67	3,67	3,33	4,00	4,67	4,33	3,83	4,67	4,33	5,00	3,33	4,50	4,67	3,80
intrants et des produits agricoles	4.50	3,50	3.67	4,33	4.00	4,67	4,00	4,17	4.17	4,67	4.00	3.67	3.50	4,17	3,67	3,50	4.17	4.00	4,58	3.00	4,17	4,17	3,66
D. Questions d'équité entre les	•					,		,	,	,	-	,	,				-		,			,	`
sexes																							
i) accès à l'éducation dans les																							
zones rurales ii) représentation des femmes	6,00	4,50 3,67	,	6,00 4,67	,	5,00 4,17	5,25 4.67	5,00 4.00	,	4,38 4,00				5,50 4,67	5,00	3,95 3,50			4,63 4,17		5,75 4,00	5,25 5.00	4,32 3,78
E. Gestion des fonds publics et	4,07	3,67	4,50	4,67	4,67	4,17	4,07	4,00	5,00	4,00	3,03	3,30	4,00	4,67	3,03	3,30	4,00	3,03	4,17	3,67	4,00	5,00	3,70
respect des obligations																							
redditionnelles																							
i) affectation et gestion des fonds																							
publics en faveur du																							
développement rural ii) respect des obligations	4,38	3,00	3,88	4,88	4,13	4,13	4,25	4,50	4,13	4,00	4,00	3,31	3,63	3,75	4,63	3,94	3,88	3,50	4,25	4,00	4,38	4,00	3,63
redditionnelles, transparence et																							
corruption en zone rurale	4.50	3,50	3.88	4,50	4.00	3,88	3,94	4,38	4.25	4,00	3.75	3.75	3.88	4,00	4,25	3,88	3.88	3.75	4,00	3.25	5,25	4,00	3,62
	.,00	-,00	-,00	.,00	.,00	2,00	2,01	.,00	.,_5	.,00	-,. 5	-,	-,00	.,00	.,_5	-,00	-,	-,	.,00	5,25	-,	.,00	-,
Tous indicateurs confondus	4,47	3,59	3,92	4,78	4,03	4,20	4,29	4,27	4,22	4,06	3,90	3,59	3,75	4,23	4,26	3,76	4,12	3,85	4,36	3,91	4,57	4,43	3,70

GC 33/L.6

Tableau 5: Proche-Orient et Afrique du Nord

			jan	ovine						ue			e				n. (1)
	Albanie	Arménie	ızerbaïdjan	Bosnie- Herzégo	Djibouti	Égypte	Géorgie	raq	Liban	tépublique le Moldova	Maroc	Soudan	République arabe syrienne	Tunisie	urquie	Yémen	Moyenne régionale
Indicateurs	٩	٩	4	шт		Ш	0			ωŏ	2	S	S B S	-	-	>	2 5
A. Renforcer les capacités des ruraux																	
pauvres et de leurs organisations																	
i) environnement politique et juridique des																	
organisations rurales	4,75	5,50	4,25	4,50	3,50	4,75	4,50	4,00	4,25	4,50	5,00	3,88	4,00	4,25	4,25	4,25	3,69
ii) dialogue entre le gouvernement et les																	
organisations rurales	4,50	4,75	4,00	4,00	3,00	5,00	4,00	3,50	3,75	4,00	4,00	4,00	4,25	4,00	4,75	4,00	3,45
B. Améliorer l'accès équitable aux																	
ressources naturelles productives et aux																	
technologies													-		_		
i) accès à la terre	4,75	5,25	4,75	4,75	3,50	5,63	5,25	4,25	4,25	4,75	4,25	3,38	4,38	4,25	4,75	4,50	3,82
ii) accès à l'eau à usage agricole	4,00	5,25	4,50	4,25	4,00	5,38	3,75	3,75	3,25	4,00	4,25	3,75	4,75	4,63	5,00	4,00	3,61
iii) accès aux services de recherche et de																	
vulgarisation agricoles	4,00	4,33	4,00	4,00	2,33	4,67	3,33	3,67	3,00	4,00	3,67	3,33	3,83	3,50	4,67	3,50	3,15
C. Améliorer l'accès aux services																	
financiers et aux marchés																	
i) mise en place de conditions propices au																	
développement des services financiers	5.05	0.00	4.50	4.05	4.00	4.00	5 00	0.05	4.00	5 00	5 00	0.00	4.00	0.00	0.75	4.00	0.00
ruraux	5,25	6,00	4,50	4,25	4,00	4,88	5,00	3,25	4,00	5,00	5,00	3,63	4,00	3,63	3,75	4,00	3,69
ii) climat de l'investissement pour les	F 00	4.07	4.00	4.00	4.00	C 47	4.07	4.00	4.07	4.07	4.00	2.50	4.50	F 00	F 00	4.50	2.04
entreprises rurales	5,00	4,67	4,33	4,33	4,00	5,17	4,67	4,00	4,67	4,67	4,33	3,50	4,50	5,00	5,00	4,50	3,81
iii) accès aux marchés des intrants et des	4,67	5,67	4,33	4,67	3,00	5,00	4,33	3,67	4,67	4,33	4,33	3,33	4,33	5,33	4,67	4,33	3,72
produits agricoles	4,07	5,67	4,33	4,07	3,00	5,00	4,33	3,07	4,07	4,33	4,33	3,33	4,33	5,33	4,07	4,33	3,12
D. Questions d'équité entre les sexes	4 75	0.00	- 00	5 00	4.50	4.05	0.00	4.00	0.00	c 7c	0.75	0.75	4 75	0	4.50	0.50	4.05
i) accès à l'éducation dans les zones rurales	4,75	6,00	5,00	5,00	4,50	4,25	6,00	4,00	6,00	5,75	3,75	3,75	4,75	5,50	4,50	3,50	4,05
ii) représentation des femmes	4,33	4,33	4,00	4,33	3,67	4,83	4,33	3,00	4,33	5,00	3,50	4,00	4,83	4,00	3,67	3,00	4,07
E. Gestion des fonds publics et respect																4.00	
des obligations redditionnelles																4,00	3,57
i) affectation et gestion des fonds publics en	4.75	<i></i>	4.00	4.00	0.05	4.05	4.75	0.50	0.50	4 75	4.00	0.00	F 05	4.50	4.75	0.05	0.04
faveur du développement rural	4,75	5,50	4,00	4,00	3,25	4,25	4,75	3,50	3,50	4,75	4,38	2,63	5,25	4,50	4,75	3,25	3,34
ii) respect des obligations redditionnelles,	4.50	4 75	4.00	4.00	2.50	4.00	4.05	2.50	4.50	4.05	2.00	0.75	4.05	4.00	4.00	2.00	2.04
transparence et corruption en zone rurale	4,50	4,75	4,00	4,00	3,50	4,00	4,25	3,50	4,50	4,25	3,88	2,75	4,25	4,00	4,00	3,90	3,61
Tous indicateurs confondus	4,60	5,17	4,31	4,34	3,52	4,82	4,51	3,67	4,18	4,58	4,19	3,49	4,43	4,38	4,48	4,25	3,69